

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article5638>

La Russie aux mains des espions, selon un ex-dissident

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : lundi 17 septembre 2007

Spyworld Actu

Les services secrets russes sont plus influents aujourd'hui qu'à l'époque soviétique, a affirmé le militant des droits de l'homme Sergueï Kovaliov, ancien dissident emprisonné sept ans dans les années 70 pour "propagande anti-soviétique".

Dans une interview à Reuters, Kovaliov déclare que les héritiers du KGB ont adapté leurs méthodes à l'époque mais n'ont pas cessé pour autant d'attaquer les libertés individuelles.

Il souligne que le président russe Vladimir Poutine, lui-même ancien agent du KGB, a nommé à des postes clés des dizaines de ses anciens collègues.

Âgé aujourd'hui de 77 ans, Kovaliov a naguère évolué dans les mêmes milieux dissidents que le prix Nobel de la paix Andreï Sakharov. Il est à présent considéré comme la figure tutélaire du mouvement russe en faveur des droits de l'homme.

"En un sens, la situation est même pire (qu'à l'époque de l'Union soviétique)", a déclaré Kovaliov.

"L'administration actuelle du Kremlin (...) est entièrement composée d'anciens du KGB. Chacun d'eux, chaque décideur soit y est passé, soit en partage l'idéologie. Toute cette équipe travaille comme un seul homme et d'une façon très efficace", a-t-il ajouté.

"Ils n'utilisent pas tout à fait les mêmes méthodes. Ils utilisent des méthodes soviétiques très habilement modifiées."

Biologiste de formation, Kovaliov avait commencé à prendre position en faveur des prisonniers politiques dans les années 1960. Arrêté en 1974 pour "agitation et propagande anti-soviétique", il avait ensuite été condamné à sept ans de prison et trois ans d'exil intérieur.

Sa peine purgée, il était devenu veilleur de nuit, avant d'être élu député durant la perestroïka. Le président Boris Eltsine l'avait ensuite nommé à la tête de la commission des droits de l'homme, poste duquel il avait démissionné afin de protester contre l'engagement militaire russe en Tchétchénie.

MÉDIAS CENSURÉS ET JUGES AUX ORDRES

Aujourd'hui, Kovaliov reconnaît toutefois être libre de critiquer le pouvoir.

"Nous parlons désormais (des libertés individuelles). Je tenais déjà ces propos dans le passé. À l'époque, cela m'avait coûté dix ans. Aujourd'hui, je sais que rien de tel ne m'arrivera", a-t-il affirmé lors d'un congrès du parti labloko (libéral), dont il est l'un des membres influents.

Les médias ne sont pas pour autant libres d'en faire autant, a-t-il fait remarquer, ajoutant que la télévision nationale penchait en faveur du Kremlin et que les principaux quotidiens étaient détenus par des proches du pouvoir.

"En Union soviétique, la censure était organisée très simplement. Il y avait un comité de censure d'État. Aujourd'hui cet organisme n'existe plus mais la censure se poursuit."

La Russie aux mains des espions, selon un ex-dissident

Quant au système judiciaire, Kovaliov pense que lui aussi est pire qu'avant 1991. Selon lui, les juges continuent de suivre les instructions du Kremlin pour condamner ou acquitter les accusés, mais sont en plus nombreux à être corrompus.

"Nos tribunaux se sont brièvement remis debout, puis se sont effondrés à nouveau pour revenir à leur condition de l'époque soviétique. Aujourd'hui, ils sont tout aussi serviles", a jugé Kovaliov.

"Il n'y a qu'une seule différence : les tribunaux ne se laissaient pas acheter à l'époque. Aujourd'hui, ils ont leur prix, et leurs clients potentiels savent combien de brouettes d'argent il leur faudra déverser", a-t-il ajouté.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/...>